

LES FINANCES SOCIALES ET LES PAUVRES¹

par:
Riza Primahendra²

Introduction

La non-exécution des promesses du développement néolibéral dans beaucoup de pays en voie de développement a provoqué l'apparition d'une diversité de questions et d'objections importantes concernant l'optique généralisée existante. Le développement répond-il au défi posé par la pauvreté et autres retards ? Qui définit l'ordre du jour ? Qui perçoit les gains du processus ?

Sans aucun doute, dans un grand nombre de pays qui suivent aveuglement les accords de Bretton Woods, les différences socio-économiques, la fragmentation sociale et la tension sont en progression tandis qu'une grande partie du capital social court à sa ruine.

Le monde se trouve à un croisement de l'histoire et la voie qui sera suivie déterminera le destin de milliards de personnes. Les finances sociales, l'économie de la solidarité, l'initiative microéconomique, le commerce juste et d'autres aspects constituent la voie que certaines personnes soucieuses de la réalité mondiale veulent prendre. Cette voie se trouve encore en position très marginale et elle doit se généraliser.

Les pauvres et leur contexte économique

Dans le cadre de leurs vies quotidiennes, les pauvres existent dans les limites d'une subsistance économique caractérisée par ce qui suit :

D'abord, les rentrées, les montants des transactions et les investissements des pauvres s'effectuent à une microéchelle.

1 Document rédigé pour l'Atelier sur Finances sociales et Liens sociaux, Paris, 2 - 5 juillet 2002

2 Directeur du Bureau d'Etudes et de Communication de BINA SWADAYA, membre volontaire de l'Assemblée Nationale de l'Association des Agriculteurs d'Indonésie, Secrétaire général adjoint du Mouvement indonésien pour le Développement de la Microfinance.

Ensuite, les vies des pauvres sont soumises à des risques et des manques de sécurité élevés à cause de leur type d'activités économiques, qui ne sont pas formelles, sinon de subsistance et marginales. Enfin, de forts liens sociaux régissent leurs activités et leur comportement.

Les caractéristiques des pauvres les excluent de l'économie formelle et leur contribution, comme l'a déjà dit Hernando de Soto, ne compte pas pour les autorités. Le rapport entre ces deux systèmes est à peine établi pour des motifs déterminés. De la part des pauvres, il est très difficile de répondre aux conditions et aux exigences imposées, par exemple, par une institution financière formelle. Pour ces institutions, effectuer des transactions à une microéchelle est irrationnel, puisque cela augmente les coûts de transaction et la relation avec des organismes marginaux, non formels et de subsistance, ne peut être tolérée.

Pour survivre dans cet état de subsistance qui n'a rien d'idéal, les pauvres ont développé certains mécanismes. Le premier d'entre eux est la répartition des risques. Les pauvres ont découvert que les risques tangibles, comme les maladies, les licenciements et autres sont trop lourds pour être supportés individuellement, ils ont donc développé la coopération et la solidarité pour pouvoir leur faire face. Dans bien des cas, la solidarité et la coopération se sont institutionnalisées en plusieurs types d'institutions locales et traditionnelles. En ce qui concerne l'Indonésie, ces institutions se sont avérées très efficaces dans leur aide aux personnes pendant les pire périodes de crise économique.

Le deuxième mécanisme est l'emploi de capital social en remplacement du capital financier et du capital physique, extrêmement rares parmi les pauvres. Sous sa forme positive, le capital social, c'est la confiance, les liens sociaux, les bonnes relations, etc. Tandis que sous sa forme négative, c'est l'exclusion, le manque de communication, etc. comme sanction sociale. Dans les communautés de pauvres, le capital social a joué un rôle très important pour garantir le fonctionnement d'un grand nombre d'activités économiques.

Le troisième mécanisme correspond aux mesures financières autochtones entre les pauvres. Les mesures financières adoptent plusieurs formes, telles que les activités d'épargne-prêt connues sous le nom de ROSCA (association d'épargne et de crédit renouvelable) et réalisées par des groupes établis dans la communauté, les assurances sous leur forme la plus simple, un mécanisme traditionnel qui, dans la langue locale, est désigné sous le nom de "jimpitan",

“lumbung desa”, “lumbung pitih nagari” et autres expressions, et que les gens pratiquent depuis bien des années.

De l'argent pour les pauvres

Dans leur vie quotidienne, les pauvres sont confrontés à trois types de besoins : ceux qui relèvent des événements de leur vie quotidienne, ceux qui sont imprévus (urgences) et ceux qui concernent les opportunités commerciales.

Les événements de la vie quotidienne, comme la naissance d'enfants, leur présence à l'école, les mariages et les décès exigent une quantité d'argent qui ne se trouve généralement pas à la portée des pauvres. Ceux-ci doivent dépenser toutes leurs économies et, parfois, leurs biens, même en pouvant compter sur l'aide de leur communauté. Très souvent, ils doivent emprunter auprès de sources financières non formelles, qui leur imposent un taux d'intérêt élevé.

A part ces événements typiques de la vie quotidienne, les pauvres doivent encore faire face à des événements imprévus et soudains qui, parfois, sont de nature personnelle et d'autres, non. Les événements personnels comme les maladies, les licenciements, les cérémonies traditionnelles et la perte de biens à cause de vol répercuteront d'une manière significative sur leur situation économique. Et qui plus est, les pauvres doivent aussi affronter le risque d'événements extérieurs à leur sphère personnelle, tels que troubles sociaux, migration forcée, etc. Si l'on considère que les rentrées des pauvres servent pour la plupart à l'achat d'aliments, ces besoins imprévus et soudains dépassent généralement leurs possibilités.

Le besoin qu'ont les pauvres de profiter des opportunités commerciales est aussi important que les autres. Les pauvres doivent faire face à des besoins comprenant la corruption des autorités locales pour accéder à des emplois de basse catégorie ou disposer d'un espace pour pratiquer le microcommerce, le paiement à des autorités de sécurité non formelles pour pouvoir réaliser de petites affaires ou le paiement de pots-de-vin à des fonctionnaires gouvernementaux pour obtenir de meilleures graines et de meilleurs engrais.

Pour les pauvres, les frais productifs et non productifs se situent très souvent sur le même plan et ils ne se différencient pas, les deux types de frais se transformant alors en une seule nécessité. Par exemple, les frais de nourriture sont généralement considérés comme des frais non productifs, mais dans le cas de conducteurs de

“becak”, ramasseurs d’ordures et paysans, la nourriture prend un aspect productif, puisqu’elle leur permet de conduire le “becak” plus longtemps, de ramasser les ordures dans une zone plus élargie et de travailler davantage dans la rizière.

Comment les pauvres résolvent leurs besoins économiques

Pour couvrir ces besoins qui, en grande partie, se situent au-dessus de leurs possibilités individuelles, les pauvres s’appuient d’abord sur leur communauté et si celle-ci ne suffit pas, ils essaient d’autres sources. C’est là qu’un financement alternatif devient indispensable, puisque l’accès à une institution financière formelle sera très difficile. Et c’est là que se situe la base des finances sociales. Les mécanismes concrets pour le financement des besoins sont les suivants :

D’abord, la vente du bien qu’ils possèdent ou qu’ils espèrent posséder. Les biens leur appartenant comprennent leurs terres, des vêtements, un équipement électronique, des bijoux, leur maison et autres éléments. Les biens qu’ils espèrent posséder sont des fruits et des légumes qui se récolteront un mois ou deux plus tard. La vente directe des produits agricoles donne lieu généralement à un commerce injuste impliquant plus de désavantages encore pour les pauvres.

Ensuite, en mettant leurs biens en gage, les pauvres agissent poussés par le besoin immédiat d’argent et dans l’espoir d’obtenir certaines rentrées à court terme.

Enfin, les pauvres administrent leurs rentrées non routinières en quantités très limitées pour augmenter leurs fonds. Pour ce faire, ils ont recours à deux voies d’intervention : épargne et crédit. L’épargne signifie que les pauvres toucheront une plus grosse somme d’argent dans le futur après avoir épargné pendant une certaine période, tandis que le crédit leur permet de disposer immédiatement d’une plus grande quantité d’argent et de commencer à accumuler des rentrées ensuite. Sous cet angle, le crédit et l’épargne ne sont essentiellement que deux aspects différents du même phénomène.

Trois optiques de financement

Les expériences répétées des pauvres pour pouvoir résoudre leurs besoins de financement ont poussé d’autres communautés pauvres à développer leur propre mécanisme de financement, ce qui est actuellement désigné comme finances sociales. Les finances sociales dans leur acceptation originale correspondent donc à un effort réel de

la part des pauvres pour survivre et elles présentent ces caractéristiques : 1) elles comprennent plusieurs services financiers, surtout l'épargne et le crédit et les assurances, 2) l'acteur principal, ce sont les pauvres ou les microentrepreneurs, 3) elles utilisent des systèmes, des procédures et des mécanismes non conventionnels qui sont simples et accessibles aux pauvres, 4) elles reposent pour leur financement sur des liens sociaux existant entre les pauvres et elles les renforcent.

Dans la pratique des finances sociales, il existe trois optiques largement reconnues et acceptées, qui sont : financement pour les pauvres, venant des pauvres et avec les pauvres.

Le financement pour les pauvres est une optique qui fournit un accès financier aux pauvres par l'intermédiaire de la création d'une institution de financement qui leur est réservée. L'institution articule son fonctionnement, ses procédures et ses mécanismes pour que ceux-ci servent uniquement à leur seul client, les pauvres. Le développement de l'institution est assuré par des participants connus comme des investisseurs socialement responsables (ISR).

Le financement venant des pauvres est une autre optique différente, qui pousse les pauvres à développer leur propre institution financière et à en être les propriétaires. Cette optique préconise que les pauvres ne pourront obtenir les bénéfices de l'accès financier que s'ils disposent de leur propre institution de financement. Cette optique se réalise en promouvant des institutions de financement déjà existantes, qui appartiennent aux pauvres ou bien en développant certains mécanismes d'épargne-prêt de groupes d'Auto-Promotion (GAP).

Le financement avec les pauvres correspond à la dernière optique et il essaie de relier les institutions financières formelles existantes et les GAP. Le lien se crée en passant par des institutions intermédiaires comme les ONG, qui fournissent aussi une aide de caractère non financier, telle que la création et la formation du GAP. L'optique requiert une avance d'argent, surtout dans le cas de la liaison de l'organisme financier formel avec des organismes non formels comme les GAP, parce qu'il est très possible que l'optique ne soit pas adaptée aux normes financières.

Développement des finances sociales

Le problème du développement des finances sociales réside tout d'abord dans la reconnaissance relativement limitée de la question, de la part d'un grand nombre de responsables politiques. La prépondérance du modèle néolibéral, qui insiste sur la croissance

économique, la privatisation et d'autres indicateurs macroéconomiques, fait que le développement des finances sociales se situe à la périphérie des tendances économiques générales. La généralisation de la microfinance implique un défi.

Un autre défi pour le développement des finances sociales est le manque de cadre normatif ou son inadéquation par rapport aux activités des finances sociales et de leurs institutions. L'absence d'un cadre normatif adéquat rend illégale la finalité des finances sociales, les fait entrer en concurrence directe avec le financement formel, y facilite l'intervention d'autres intérêts, engendre une moindre responsabilité et un exercice réduit du pouvoir.

Il est certain que dans beaucoup d'endroits les pauvres sont considérés comme des personnes dépossédées et sans aucune possibilité. Cette perception provoque un vide dans le traitement des initiatives pour les pauvres et venant d'eux, comme les finances sociales. Cette situation n'est pas correcte. Les pauvres sont des personnes avec un potentiel et la volonté de travailler dur pour sortir de la pauvreté. Ils ne demandent pas de surprotection ; ce dont ils ont besoin, c'est d'un traitement juste et d'un accès. Sous cet angle, les finances sociales doivent s'articuler dans un discours et des pratiques en interaction et en concurrence avec d'autres.

Conclusion

C'est un fait reconnu que les finances sociales en tant qu'alternative de développement, ainsi que les instruments d'éradication de la pauvreté, peuvent jouer des rôles très importants. Bien que les pratiques des finances sociales soient déjà établies dans un grand nombre de pays pauvres depuis bien des années, le discours même se trouve encore dans sa phase initiale au sein de l'ensemble. Pour généraliser les finances sociales dans les politiques économiques et de développement, il faut des actions collectives et parallèles pour élargir le discours et le cadre théorique et promouvoir les initiatives de finances sociales existantes. C'est notre devoir d'agir pour le bien des pauvres.

Jakarta, juin 2002